

ADA | Midi de la Microfinance

Changement climatique et microfinance

Luxembourg, le 23 avril 2015 – **Au lendemain de la journée mondiale de la Terre, les invités de la 31^e édition du Midi de la Microfinance ont abordé l'importante question du changement climatique. Plus de 130 participants ont assisté au débat entre Runa Khan, fondatrice de l'ONG Friendship, et Carla Palomares, chargée de projet d'innovation en finance inclusive chez ADA. Le débat a été modéré par le directeur financier de GDF SUEZ RASSEMBLEURS d'ENERGIES, Jérôme Broutin.**

Le changement climatique et la réduction de la pauvreté figurent parmi les **principaux défis de notre siècle**. Les pays en voie de développement, les plus exposés aux menaces du dérèglement du climat, sont les **premiers à ressentir les effets de ce phénomène qui se manifeste par des catastrophes naturelles**. Parmi ces pays en danger se trouvent le Pérou et le Bangladesh, les deux pays représentés par les oratrices de cette édition du Midi de la Microfinance : **Runa Khan, fondatrice de l'ONG bangladaise Friendship, et Carla Palomares, chargée de projets d'innovation en finance inclusive chez ADA**. Ces dernières ont mis en avant la problématique de leurs pays qui comptent de nombreuses zones difficiles d'accès.

Ce Midi de la Microfinance a permis de **confronter l'univers d'un industriel, représenté par Jérôme Broutin, directeur financier de GDF SUEZ RASSEMBLEURS d'ENERGIES, avec celui des ONG actives sur le terrain**. Ce débat a permis de comprendre non seulement l'impact du changement climatique et les projets de microfinance verte entrepris par ces ONG, mais également montrer les défis qu'elles doivent affronter pour assurer la durabilité de leurs initiatives.

Dans ce contexte, quel rôle la finance inclusive peut-elle jouer ?

Le secteur de **la microfinance reste une alternative de développement économique**, souvent la seule pour des populations en situation précaire ou de vulnérabilité. Il est donc logique qu'un secteur qui promeut le développement des moins favorisés se pose la question de comment ce dernier peut être durable. Parmi les services proposés par les institutions de microfinance, nous retrouvons la mise en place d'énergies renouvelables pour les solutions de l'électricité et de cuisine propres. Le but étant de remplacer le charbon et les lampes à kérosène par l'énergie solaire. Par ailleurs, les institutions de microfinance, par leur travail très proche auprès des personnes défavorisées, connaissent les besoins primordiaux de ces populations.

Quelles solutions pour assurer la durabilité de ces initiatives ?

Nos oratrices se sont rendu compte que, tant au Pérou qu'au Bangladesh, le secteur est confronté aux mêmes défis à résoudre pour assurer son développement et sa durabilité.

Premièrement, il est important de former le personnel des institutions de microfinance pour qu'il puisse conseiller et mettre en valeur les produits et services de l'énergie renouvelable.

D'autre part, il est urgent de renforcer l'offre et la qualité des services des fournisseurs de ces nouvelles technologies utilisant les panneaux solaires ou autres alternatives aux énergies fossiles.

Le défi principal relevé par les deux oratrices concerne les zones d'habitation des communautés rurales. Même si les acteurs de la microfinance et des technologies vertes peuvent fournir leurs services aux populations en demande, l'accès y est tellement difficile que cela leur coûte trop cher.

Comme l'a précisé Runa Khan lors du débat, le challenge principal du secteur des énergies renouvelables, c'est d'être valorisé par la société et par les décideurs politiques.



Ben Fayot, Ambassadeur Spécial pour l'Année européenne pour le développement, nous a fait l'honneur de conclure le débat.

Plus d'informations : <http://www.ada-microfinance.org/fr/evenements/midis-de-l-inclusion-financiere>

Contact presse | Frédéric Ruaz : f.ruaz@ada-microfinance.lu, Tél.: 45 68 68 27

ADA | 39 rue Glesener, L-1631 Luxembourg | Tél +352 45 68 68 1 | www.ada-microfinance.lu